



## **Communiqué de presse**

### **Le CPA tient la direction de SCC responsable de l'obstruction et de la discrimination**

**Le 9 Septembre 2020** (Ottawa, Ont.) - Le 9 août, le groupe d'experts créé pour enquêter sur le recours aux unités d'intervention structurée (UIS) dans les prisons canadiennes a publié un rapport accablant qui dit bien à quel point leur travail a été entravé, sapé et contré par Service correctionnel Canada (SCC). Le groupe aujourd'hui dissous ne pourra accomplir sa mission de garantir la sécurité des prisonniers du Canada.

Anne Kelly, commissaire de SCC, est responsable au sein de la fonction publique des mesures de son ministère et de la mise en œuvre des politiques établies par le ministère. Le refus de collaborer avec ce groupe contrevient au mandat du programme de mise en œuvre des UIS et risque de perpétuer le recours à l'isolement cellulaire prolongé et punitif qualifié de « torture » par les Nations Unies.

« Nous constatons une défaillance systémique à tous les échelons du système correctionnel », déclare Kim Beaudin, vice-chef national du Congrès des peuples autochtones.

Le refus de collaborer avec les UIS figure en tête des rapports de l'enquêteur correctionnel du Canada sur l'augmentation continue de la proportion d'Autochtones en prison, sur le défaut d'accélérer les libérations de prisonniers en raison de la COVID-19 et sur le défaut de mettre en œuvre la surveillance relative aux suicides en prison promise en 2018.

« Si la commissaire Kelly ne peut ou ne veut pas s'attaquer au racisme systémique dans les services correctionnels fédéraux, on doit nommer quelqu'un qui procédera au balayage nécessaire, déclare Kim Beaudin. Il est temps de réduire le financement des prisons et de consacrer plutôt l'argent aux soins communautaires et à la sécurité réelle des Autochtones. »

D'après le plus récent rapport ministériel<sup>1</sup>, SCC gère actuellement un budget de près de 2,5 milliards de dollars et supervise 17 800 employés au sein du ministère, dont seulement 157 millions de dollars et 233 employés sont affectés à la supervision communautaire.

- 30 -

***Pour les demandes d'entrevues, veuillez contacter :***

Kim Beaudin, vice chef national

306-717-1429

[K.beaudin@abo-peoples.org](mailto:K.beaudin@abo-peoples.org)

*Le Congrès des peuples autochtones est le porte-parole national qui représente les intérêts des Métis, des Indiens inscrits, des Indiens non inscrits et des Inuits du Sud qui vivent hors réserve. À ce jour, plus de 70 % des Autochtones vivent hors réserve.*

---

<sup>1</sup> <https://www.csc-scc.gc.ca/publications/005007-2608-en.shtml>